



Les Européens ne devraient pas s'aligner sur les sanctions américaines contre l'Iran!

Par [Roland Hureaux](#)

Mondialisation.ca, 11 juillet 2018

[Horizons et débats](#) 9 juillet 2018

Région : [L'Europe](#), [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Analyses: [L'IRAN](#)

Il est dans l'intérêt de la France de renverser les perspectives pour mettre la question iranienne au centre du débat, quitte à se montrer plus flexible sur les mesures protectionnistes prises par Trump.

L'Europe s'indigne des mesures protectionnistes que vient de prendre le président Trump, ou des menaces qu'il profère à son encontre suite à son retrait de l'accord avec l'Iran, et elle a raison.

Il se pourrait, cependant, qu'elle ne choisisse pas le bon terrain d'affrontement.

Il est clair que les mesures protectionnistes de Washington, en particulier celles concernant l'acier et l'aluminium, provoquent un concert de protestations bien plus important que le diktat qui impose aux entreprises européennes, sous peine de graves représailles, de cesser tout commerce avec l'Iran.

Il nous semble pourtant que ce dernier est plus scandaleux et que c'est lui qui devrait indigner le plus l'opinion européenne.

Il n'y a rien d'illégitime à ce que les Etats-Unis veuillent pratiquer un certain protectionnisme: certes, les accords du GATT (devenu OMC) ont tendu à le faire reculer depuis 1945, mais il demeure un des instruments légitimes de souveraineté dont dispose un Etat pour protéger son économie. Les motivations de Trump sont, en l'occurrence, respectables: redonner du travail aux ouvriers américains, redresser la balance du commerce, maintenir des secteurs stratégiques (que nous, nous délaissons). L'impact du libre-échange est discutable: de moins en moins d'experts y voient la panacée de la croissance.

Beaucoup moins légitimes sont les suites du retrait de l'accord nucléaire iranien par les Etats-Unis: décision imposée unilatéralement à leurs partenaires, elle heurte gravement le droit international. L'extraterritorialité de la Justice américaine représente un danger grave pour la souveraineté des autres Etats et leurs intérêts économiques, comme on l'a vu avec l'affaire Alstom: cette entreprise stratégique n'a pu passer sous contrôle américain que grâce à la lourde amende infligée par un tribunal américain dans une affaire qui ne s'était pas passée sur le sol des Etats-Unis.

Une riposte claire et forte à l'encontre de ces pratiques nous paraît plus urgente que les criaileries relatives à l'acier et à l'aluminium.

Hélas, les pays européens, prisonniers de l'idéologie mondialiste, en sont arrivés à une véritable inversion des valeurs. Les mesures protectionnistes de Trump choquent l'idéal de libre-échange universel qui se trouve au cœur de la pensée dominante occidentale depuis des lustres. Elle constitue à leurs yeux une faute grave, une remise en cause de l'ordre mondial. Au contraire, les mesures prises à l'encontre de l'Iran, que les Etats-Unis obligent les Européens à suivre malgré eux, ne touchent que leur souveraineté; elles s'inscrivent, au demeurant, dans un conflit proche-oriental que beaucoup, même de ce côté-ci de l'Atlantique, voient comme une lutte du bien contre le mal, d'un certain universalisme à l'encontre du particularisme iranien. Anesthésiés par le dépassement du cadre national, européen ou mondialiste, ils prennent pour grave ce qui ne l'est pas et pour normal ce qui devrait les indigner le plus.

Les intérêts lésés par les sanctions contre l'Iran sont des plus sérieux: les menaces américaines conduisent à la suspension des projets de Peugeot et de Renault, à l'annulation des commandes d'Airbus, au retrait de Total et d'Engie, soit un préjudice considérable pour l'économie française. L'économie allemande est également touchée à travers Siemens et ses banques. Mais peut-être moins que l'économie française. Au contraire, le protectionnisme américain touche plus l'économie allemande. Cette dissymétrie ne suffit cependant pas à expliquer la réaction européenne. Il reste qu'il est dans l'intérêt de la France de renverser les perspectives pour mettre la question iranienne au centre du débat, quitte à se montrer plus flexible sur les mesures protectionnistes prises par Trump.

Roland Hureaux

Essayiste, France

La source originale de cet article est [Horizons et débats](#)
Copyright © [Roland Hureaux](#), [Horizons et débats](#), 2018

Articles Par : [Roland Hureaux](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca